

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 26/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France**

24 rue de la Stéarinerie  
BP 150  
CEDEX4  
21000 Dijon

Références : 2026-109  
Code AIOT : 0005401100

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France implanté 24, rue de la Stéarinerie BP 150 21000 Dijon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 février 2025 et au suivi des suites de l'inspection du 24 juillet 2025. En parallèle, une plainte a été reçue sur les critères de bruit, d'odeur et de dépôt de particules.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France
- 24, rue de la Stéarinerie BP 150 21000 Dijon
- Code AIOT : 0005401100
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine AMCOR de Dijon est spécialisée dans la fabrication d'emballages souples complexes destinés essentiellement à l'industrie agroalimentaire. Cette activité comporte en particulier l'impression d'emballage par héliogravure. L'usine comporte également une activité de production de cylindres gravés pour l'impression par héliogravure, utilisés sur site et pour d'autres usines du groupe.

Le site emploie environ 138 personnes et est implanté en milieu urbain.

Le site est classé en rubrique 3670-2 de la nomenclature des installations classées et soumis au BREF et aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives au secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques. Dans ce cadre, les dispositions de l'arrêté ministériel du 03 février 2022 sont applicables depuis le 9 décembre 2024.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance des rejets des chaudières	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 3.2.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
5	Surveillance des rejets de l'oxydateur	Arrêté Préfectoral du 17/07/2025, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	1 mois
6	Rétention	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
7	réservoirs	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.4.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	APMD	AP de Mise en Demeure du	/	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		Demeure du 24/02/2025, article 1		demeure
3	Traitement des fumées - entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	BRUIT	Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 9.2.4.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a respecté l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 février 2025 concernant les rejets atmosphériques. L'exploitant a donc déféré à la mise en demeure du 24 février 2025. L'exploitant possède des rétentions craquelées pour ses cuves aériennes et ne possède pas de détecteur de fuite opérationnel sur 3 de ces 4 cuves enterrées, il est donc proposé d'encadrer le retour en conformité par un arrêté préfectoral de mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : APMD

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/02/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Autre, APMD
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING France (numéro de SIRET 509 628 798 00035) située au 24, rue de la Stéarinerie sur la commune de Dijon, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour son installation de traitement de surface à l'aide de solvants organique:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009 : respect de la valeur limite d'émission de 20 mg/Nm3 en COVnm pour les rejets atmosphériques de l'oxydateur SIRI ;</li> <li>• article 9.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009 : réalisation d'une mesure des paramètres CO2, poussières, SO2, NOx dans les rejets atmosphériques des chaudières présentes sur le site.</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>Concernant le premier point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susmentionné, l'exploitant a fourni par courrier :</p>

- Le rapport d'essais de l'incinérateur SIRI réalisés le 31/07/2025 qui indique une valeur mesurée moyenne en dessous de la valeur limite d'émission de 20 mg/Nm<sup>3</sup>. (Covnm =18,6 mg/Nm<sup>3</sup>)
- Le rapport d'essais de l'incinérateur SIRI réalisés le 29/10/2025 qui indique une valeur mesurée moyenne en dessous de la valeur limite d'émission de 20 mg/Nm<sup>3</sup>. (Covnm =17,7 mg/Nm<sup>3</sup>)

**Le premier point de la mise en demeure portait sur le respect de la valeur limite d'émission de 20 mg/Nm<sup>3</sup> en COVnm pour les rejets atmosphériques de l'oxydateur SIRI. L'exploitant a donc déféré à la mise en demeure sur ce point.**

Concernant le second point de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susmentionné, l'exploitant a fourni par courrier le 20/08/2025 :

- la fiche d'analyse de combustion de la chaudière 17L/36i nommé BABCOCK WANSON de puissance unitaire 1162 kW
- la fiche d'analyse de combustion de la chaudière 34 i de marque BETRAMN KONUS de puissance unitaire 1163 kW
- la fiche d'analyse de combustion de la chaudière 33i de marque BABCOCK WANSON de puissance 1165 kW.

L'inspection a constaté que la chaudière liée aux magasins et à l'atelier d'impression (4,1 MW) n'a pas fait l'objet d'analyse. De plus, pour les chaudières qui ont fait l'objet d'analyses, celles-ci n'ont porté que sur le CO<sub>2</sub>, NOx. Les analyses en SO<sub>2</sub> et poussières n'ont pas été réalisées.

Lors de l'inspection du 05/02/2026, l'exploitant a indiqué avoir effectué des analyses par DEKRA en janvier 2026 sur l'ensemble des paramètres (CO<sub>2</sub>, NOx, SO<sub>2</sub> et poussières) et sur chacune des chaudières réglementées, c'est-à-dire les 4 chaudières concernées par l'arrêté préfectoral de mise en demeure (à savoir la chaudière liée aux magasins et à l'atelier d'impression (4,1 MW) et les 3 chaudières de chauffe des machines (1,163 MW, 1,165 MW et 1,162 MW).

L'exploitant a transmis, le 10/02/2026, le rapport d'analyse des 4 chaudières qui confirme la réalisation de la surveillance des paramètres prévus dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure à savoir CO<sub>2</sub>, poussières, SO<sub>2</sub>, NOx.

**Le second point de la mise en demeure portait sur la réalisation d'une mesure des paramètres CO<sub>2</sub>, poussières, SO<sub>2</sub>, NOx dans les rejets atmosphériques des chaudières présentes sur le site. L'exploitant a donc déféré à la mise en demeure sur ce second point.**

**L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/02/2025 est levé dans son ensemble.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 19/10/2009 modifié par l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/07/2025 :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascal) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous :

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduits n°1 à 12
Concentration en O <sub>2</sub> ou CO <sub>2</sub> de référence	3%
Poussières	5
SO <sub>2</sub>	35
NOx en équivalent NO <sub>2</sub>	150
CO	100

**Constats :**

**Constat d'inspection du 26/11/2024**

Au vu de la puissance de combustion présente sur site supérieure à 5 MW, il est demandé à l'exploitant de faire effectuer au moins une fois tous les deux ans le contrôle prévu à l'article 6.3 susmentionné sur les chaudières de plus de 1MW, à savoir la chaudière liée aux magasins et à

l'atelier d'impression (4,1 MW), et les 3 chaudières de chauffe des machines (1,163 MW, 1,165 MW et 1,160 MW).

La première échéance de contrôle devra intervenir dans un délai de 6 mois. Une mise en demeure est proposée sur ce point (cf. point de contrôle n°1)

#### **Constat d'inspection du 05/02/2026**

L'exploitant a transmis, le 10/02/2026, le rapport d'analyse des 4 chaudières. Le rapport du 05/02/2026 conclut que :

- les rejets de l'Imprimeuse I33 (conduit n°12) sont conformes.
- les rejets de l'Imprimeuse I36 et Laqueuse 17L ne respectent pas les valeurs limites pour les NOx avec une moyenne à 185 mg/Nm<sup>3</sup>.
- les rejets de l'Imprimeuse I34 (conduit n°8) sont conformes.
- les rejets de la Chaudière usine "Cheramy" (conduit n°3+4) sont conformes.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra en œuvre des actions correctives pour respecter la valeur limite d'émission pour les NOx pour l'imprimeuse I36.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 3 : Traitement des fumées - entretien**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement des fumées - entretien

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

#### **Prescription contrôlée :**

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

#### **Constat d'inspection du 26/11/2024**

Il est demandé à l'exploitant de :

1. mettre en place un suivi de l'entretien de l'oxydateur notamment sous forme d'un registre ou autre système permettant de s'assurer de la périodicité des contrôles réalisés ;
2. mettre en œuvre les actions correctives identifiées dans les rapports ;
3. transmettre les compte-rendus des opérations d'entretien du brûleur pour les années 2023 et 2024.

#### Constat d'inspection du 05/02/2026

1. L'exploitant a présenté un cahier de contrôle contenant les suivis de l'entretien de l'oxydateur.

L'exploitant possède un cahier de contrôle de l'oxydateur et un cahier de suivi de l'oxydateur. Le cahier de suivi de l'oxydateur indique tous les arrêts et les défauts de l'oxydateur. Le cahier de suivi de l'entretien indique les différentes interventions effectuées sur l'oxydateur. L'inspection invite l'exploitant à mettre en corrélation ses registres pour constater plus facilement qu'en cas de défaut, une action a été mise en place.

2. Les actions correctives du rapport Operationnal de 2023 sont les suivantes: "

[...]

*- Une nouvelle visite sera nécessaire afin de déterminer l'étendue de ce point chaud critique et de le réparer rapidement avec notre spécialiste en isolation thermique. D'autres points seront à revoir certainement dans l'ensemble de la chambre de combustion*

[...]

*- Il serait judicieux de remplacer tous les joints des clapets."*

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir fait intervenir DONAU (le constructeur de la chaudière) et non Operational (le maintenancier externe).

Le rapport de DONAU du 16/09/2025 indique que le brûleur et la section de la chambre de combustion sont conformes. L'inspection n'a pas pu opérer une vérification visuelle des travaux effectués.

Le rapport de DONAU du 16/09/2025 indique que les joints sont "be repareied". L'exploitant a indiqué avoir remplacé ces joints à la suite de la visite de DONAU. L'exploitant a présenté les achats des joints pour justifier la réparation de ceux-ci. L'exploitant a indiqué avoir 5 clapets dont le joint était à changer. Le changement de joint du clapet nécessite 4 joints (2 joints au dessus et 2 joints en bas). L'inspection n'a pas pu opérer une vérification visuelle de ces joints.

Le rapport de DONAU du 16/09/2025 précise de nouvelles actions correctives à mettre en place par rapport au rapport d' Operational de 2023. L'inspection invite l'exploitant à continuer



d'effectuer les actions correctives identifiées dans le rapport.

3. L'exploitant a transmis les compte-rendus des opérations d'entretien du brûleur pour les années 2023 et 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Traitement des fumées - conception

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement des fumées - conception

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.

Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.

**Constats :**

**Constat d'inspection du 26/11/2024**

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un suivi des périodes d'indisponibilité de l'oxydateur permettant à la fois de pouvoir identifier ces périodes, en analyser les causes, et identifier les actions correctives associées.

**Constat d'inspection du 05/02/2026**

Par mail du 15/01/2026, l'exploitant a indiqué que l'oxydateur n'avait pas fonctionné du 05/01/2026 au 07/01/2026.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'arrêt de l'oxydateur est survenu pour deux raisons cumulées : l'arrêt de production du site pendant la période hivernale de deux semaines et la période de grand froid. L'oxydateur n'était donc pas en mesure de fonctionner.

L'exploitant a indiqué avoir moins produit sur cette période pour limiter ses rejets dans l'air. La production du 5 au 7 janvier se situait aux alentours de 540 000 m2 alors que sur la période du 19

au 21 janvier, la production se situait aux alentours de 1,088 million.

### **Observation**

L'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place un cahier de suivi de l'oxydateur permettant d'identifier les périodes d'arrêt, ainsi que les défauts de l'oxydateur. Cependant, il ne recense ni les causes de l'incident, ni les actions correctives associées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 5 : Surveillance des rejets de l'oxydateur**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/07/2025, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conformité des rejets

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 26/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

#### **Prescription contrôlée :**

**Article 3- I de l'arrêté préfectoral du 17/07/2025**

**[...]**

Oxydateur

N°de conduit	Installations	Installations reliées à l'oxydateur thermique

14	OxydeurSIRI	Imprimeuses17 L, 33 l, 34 l, 36 l et machines à laver

**Article 3- II de l'arrêté préfectoral du 17/07/2025**

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s

ConduitN° 1	7,25	0,55	320	2,7
ConduitN° 2	6,61	0,3	320	4,9

ConduitN° 3+4	27	1,17	1100	3,8
ConduitN° 8	13	0,4	1850	3,7

ConduitN° 9	13	0,4	3160	9,5
ConduitN° 12	19	0,4	940	3,7

ConduitN° 14	18,25	1,7	Max70000	13,1
ConduitN° 15-1	10	0,35	1420	5
ConduitN° 15-2	10	0,35	900	5

ConduitN° 15-3	10	0,35	1320	5
ConduitN° 15-4	10	0,35	1390	5

**Article 3- III de l'arrêté préfectoral du 17/07/2025**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés:àdes conditions normalisées de température (273 kelvins) et depression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau(gaz secs);àune teneur en O2ou CO2précisée dans le tableau ci-dessous.



Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduits n° 1 à 12	Conduits n° 14	Conduit n° 15-1 à 15-4
Concentration en O <sub>2</sub> ou CO <sub>2</sub> de référence	3%	-	-

Poussières	5	-	
SO2	35	-	

NOXen équivalent NO2	150	100	
CO	100	100	

COVT	-	20	
Acidité totale exprimée en H			0.5

HFexprimé en F			2
Crtotal			1

CrVI			0.1
Alcalins, exprimés en OH			10
Métaux			10

**Constats :**

L'exploitant a fourni par courrier le rapport d'essais de l'incinérateur SIRI réalisés le 29/10/2025 qui indique une valeur mesurée moyenne en dessous de 20 mg/Nm<sup>3</sup>. (COVT = 18,2 mg/Nm<sup>3</sup>).

Ce rapport d'essais ainsi que celui des essais réalisés le 31/07/2025 présente en revanche des valeurs de vitesse d'éjection respectivement de 8,7 m/s et 10,6 m/s.

**Non conformité**

Les vitesses d'éjection de l'oxydateur sont en dessous du seuil prescrit par l'arrêté préfectoral du 17/07/2025.

**Observation**

L'article 57 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 prévoit que la vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m<sup>3</sup>/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup>/h.

Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas su expliquer la valeur élevée de la vitesse d'éjection prescrite de 13,1m/s.

Sous réserve de la compatibilité des rejets avec les différents enjeux locaux, l'inspection invite l'exploitant :

- soit à mettre en place les mesures correctives permettant de répondre aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2025 ;
- soit en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, à déposer un porter à connaissance demandant l'évolution des vitesses d'éjection.

L'exploitant précisera sous 1 mois la solution envisagée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Rétention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.4.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

#### **Constats :**

##### **Constat du 24 juillet 2025**

L'exploitant dispose de 5 cuves aériennes sur une même rétention de 31,5 m<sup>3</sup>. La rétention des cuves aériennes est craquelée. L'inspection s'interroge sur l'étanchéité de la rétention.

##### **Demande de justificatif**

L'exploitant justifiera de l'étanchéité de la rétention ou procédera aux réparations de la rétention associée aux cuves aériennes.

##### **Constat du 05 février 2025**

L'exploitant a indiqué que des travaux de réparation de sa rétention étaient prévus en décembre 2025. Les conditions météorologiques de décembre 2025 n'étant pas adaptées aux travaux, ces travaux n'ont pas été effectués.

L'exploitant indique qu'il a besoin d'avoir les cuves vides pour effectuer ses travaux. Il a donc prévu ces travaux pendant la fermeture du site en août 2026.

##### **Non conformité majeure :**

La situation dégradée des rétentions des cuves aériennes perdure. L'inspection propose d'encadrer le retour en conformité de l'installation par un arrêté préfectoral de mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 5 mois

N° 7 : réservoirs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 7.4.4



**Thème(s) :** Risques accidentels, réservoirs

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/07/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

**Prescription contrôlée :**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

**Article 15 de l'arrêté ministériel du 18/04/2008 (pour les cuves enterrées) :**

Les systèmes de détection de fuite des réservoirs et des tuyauteries sont conçus de sorte à garantir la sécurité de l'installation. Le respect des exigences applicables à la classe I ou II, à l'exception de toutes les autres classes, au sens des normes NF EN 13160-1 à 7 dans leur version en vigueur à la date de mise en service du système, est présumé satisfaire à cette exigence.

Les alarmes visuelles et sonores du détecteur de fuite sont placées de façon à être vues et entendues du personnel exploitant.

Le système de détection de fuite est contrôlé et testé par un organisme accrédité conformément aux dispositions décrites à l'article 8 du présent arrêté dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir.

Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

**Constats :**

**Constat du 24 juillet 2025**

L'exploitant dispose de 4 cuves enterrées de liquide inflammable. Ces cuves sont en double enveloppe.

- cuve n°4 : 20 m<sup>3</sup> (80% acétate d'éthyle +20% éthanol)
- cuve n°6 : 40 m<sup>3</sup> ( acétate d'éthyle)

- cuve n°7 : 40 m<sup>3</sup> (acétate d'éthyle)

- cuve n°8 : 15 m<sup>3</sup> (éthanol)

Les cuves n°7 et n°8 sont reliées à un écran indiquant "fuite". Les cuves n°6 et n°4 ne sont pas reliées à ce même type d'écran.

L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer l'efficacité de sa double enveloppe.

L'exploitant n'est pas en mesure de contrôler la double enveloppe de ces cuves.

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier le contrôle quinquennal par un organisme agréé ni de justifier le contrôle annuel par l'exploitant.

#### Demande de justificatif

L'exploitant s'assurera de l'efficacité de l'ensemble des doubles enveloppes et mettra en place une procédure pour vérifier l'efficacité des appareils.

#### **Constat du 05 février 2026**

L'exploitant a indiqué que les cuves n°7 et n°8 ne possèdent pas le même type de détection de fuite que les cuves n°6 et n°4.

L'exploitant a effectué la vérification des deux détecteurs de fuite au glycol pour la cuve n°7 et la cuve n°8 le 22 décembre 2025. Le détecteur de la cuve n°7 n'est pas conforme et l'exploitant a indiqué un retour à la conformité sous 8 semaines.

L'exploitant a indiqué que la vérification des deux détecteurs d'air (pour les cuves n°4 et n°6) a lieu le 06 février 2026.

Le 10 février 2026, l'exploitant a également fourni les procès-verbaux des cuves n°7 et n°8. La conclusion du procès verbal de la cuve n°8 est que : "la cuve est reconnue conforme le jour du contrôle". La conclusion du procès verbal de la cuve n°7 est que : "la cuve est reconnue non conforme le jour du contrôle". Le procès verbal fait état que le liquide de détection dans le bac tampon est vide, le report de l'alarme et le fonctionnement du bouton test/ alarme sonore sont non conformes.

L'exploitant a fourni les comptes rendus de contrôle des cuves n°6 et n°4 indiquant qu'elles étaient non conformes sur l'ensemble des points de contrôle à savoir : la dépression, la pression de refoulement, le contrôle des liaisons, l'état du système de détection de fuite, étanchéité du système et l'alimentation du courant.

L'exploitant a indiqué que la vérification de l'efficacité de sa double enveloppe peut être contrôlée en mettant l'ensemble de la cuve en pression, pour cela l'exploitant doit mettre en place un système de "bouchon" au dessus de ces cuves. L'exploitant a contacté diverses sociétés pour la création de ce dispositif et n'a pas eu de retour concluant.

#### **Non conformité**

L'exploitant n'est pas en mesure de détecter la présence de fuite sur 3 de ses cuves enterrées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant effectuera les différents travaux pour être en mesure de détecter la présence de fuite sur ses 3 cuves enterrées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 5 mois

**N° 8 : BRUIT**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/10/2009, article 9.2.4.1

**Thème(s) :** Autre, BRUIT

**Prescription contrôlée :**

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 5 ans; par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

**Article 6.2.2.1 de l'Arrêté Préfectoral du 19/10/2009**

Point de mesure	Description	Période de jour de 7h à 22h	Période de nuit de 22h à 7h
Point 1	Rue des rotondes	60	56
Point 2	Quai de Belfort	63	60
Point 3	Rue du Goujon	60	56
Point 4	Rue de la stéarinerie	70	60
Point 5	Devant l'allé E de l'immeuble rue de la stéarinerie	66	58
Point 6	Devant une maison	60	50

Point 6	Devant une maison rue du Goujon	60	50
Point 7	Devant une maison quai de belfort	60	57

#### Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle ES3498252A01-MDO du 25/09/2024 qui précise que le site est conforme à l'arrêté de référence.

L'exploitant a précisé que l'écoute a été effectuée sur une période d'activité dite normale.

#### Observation

L'article 6.2.2.1 de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation précise 7 points de mesure des niveaux de bruit. Le rapport ne précise pas pourquoi certaines mesures n'ont pas été effectuées. L'annexe 1 de l'arrêté préfectoral précise l'emplacement des points de mesures. En comparant, l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral et l'annexe 6 du rapport de contrôle, on peut constater que les points de mesure 1, 2, 3, 4 ont été effectués mais pas les mesures aux points 5, 6, 7.

Étant donné que les mesures effectuées à proximité du site respectent également les valeurs les plus contraignantes à savoir les mesures à proximité des habitations, il n'est pas demandé d'effectuer une nouvelle analyse du bruit.

**Type de suites proposées :** Sans suite